



Quelques réflexions sur la résolution de la crise ukrainienne, l'Europe et la sécurité mondiale

Sergueï Lavrov dénonce "l'ultimatum" du 7 juin formulé par Londres, Paris, Berlin et Kiev, qu'il juge destiné à geler le conflit sans traiter ses causes profondes. Il appelle à une nouvelle architecture de sécurité eurasiatique.

La rédaction

mar. 23 juin 2026 9 min de lecture

Note de la rédaction : Cet article du ministre russe des Affaires étrangères devait initialement paraître dans le journal « Politico-Europe », basé à Bruxelles, mais la rédaction du journal a décidé à la dernière minute d'annuler sa publication. Source : mid.ru, 19 juin 2026

Lors d'une réunion à Londres le 7 juin 2026, les dirigeants de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, ainsi que Vladimir Zelensky, ont énoncé cinq conditions préalables que la Russie doit remplir pour garantir une « paix juste et durable » en Ukraine. L'Europe unie présente désormais cette liste d'exigences comme base de dialogue avec Moscou.

Contexte

Plus de deux décennies de négociations avec l'Europe, en tant que partie intégrante de l'Occident collectif, ne mènent qu'à une seule conclusion : engager la Russie dans un dialogue n'a servi que d'écran de fumée diplomatique pour l'expansion géopolitique des institutions occidentales, avant tout l'OTAN et l'Union européenne, vers l'Est, jusqu'aux frontières de la Russie.

La complicité de l'Europe dans l'aggravation de la crise ukrainienne est indéniable. Aux côtés des États-Unis, les pays européens ont orchestré la Révolution orange à Kiev en 2004. Afin de créer une tête de pont anti-russe en Ukraine, ils ont passé des années à acheter des responsables politiques et des partis entiers, à réécrire l'histoire et les programmes scolaires, à cultiver et à entretenir le nationalisme ukrainien, et ont tout mis en œuvre pour éloigner l'Ukraine de la Russie.

En 2013, l'Union européenne a rejeté catégoriquement notre proposition de compromis sur l'accord d'association – un accord que Bruxelles faisait depuis longtemps pression sur Viktor Ianoukovitch pour qu'il le signe. Il convient de rappeler que l'Ukraine s'était vu proposer une ouverture unilatérale de son marché, sans engagements réciproques – des conditions qui se seraient avérées incompatibles avec le maintien de Kiev au sein de la zone de libre-échange de la CEI. Lorsque Viktor Ianoukovitch a demandé un report, les Européens ont incité à des émeutes de rue qui ont rapidement dégénéré en un coup d'État à Kiev en février 2014.

L'Allemagne, la France et la Pologne se sont alors révélées tout aussi perfides. Après avoir garanti que l'accord conclu entre l'opposition et Viktor Ianoukovitch serait respecté, elles s'en sont désolidarisées dès l'instant où cette même opposition, qu'elles avaient elles-mêmes mise en place, a pris le pouvoir. « La démocratie », ont-elles déclaré en haussant les épaules, « prend des tournants inattendus. »

L'Europe a par la suite apporté son soutien aux nouvelles autorités. À Odessa, le 2 mai 2014, le fait que des dizaines d'innocents, partisans d'un rapprochement avec la Russie, aient été brûlés vifs n'a suscité aucune condamnation des capitales européennes.

En tant que co-garants des accords de Minsk de 2015, la France et l'Allemagne ont de fait encouragé le régime ukrainien à saboter ses propres engagements. Comme Angela Merkel et François Hollande l'ont admis par la suite – alors que l'opération militaire spéciale avait déjà commencé –, la mise en œuvre par Kiev des accords de Minsk, approuvés à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, n'a jamais été véritablement envisagée. L'objectif, ont-ils admis, était simplement de gagner du temps : pour renforcer les Forces armées ukrainiennes et les inonder d'armement occidental.

La Russie, pour sa part, a exploré toutes les voies diplomatiques pour désamorcer la crise sécuritaire en Europe. Cependant, en janvier 2022, les États-Unis et l'OTAN ont rejeté la proposition russe visant à établir des garanties de sécurité mutuelles juridiquement contraignantes. Les membres européens de l'OTAN ont activement soutenu ce refus.

Après le lancement de l'opération militaire spéciale, l'Europe unie a apporté son soutien aux efforts du Premier ministre britannique visant à saboter les négociations d'Istanbul entre la Russie et l'Ukraine. L'appel lancé par Boris Johnson à Kiev – « ne signez rien, contentez-vous de vous battre » – a claqué la porte au nez d'une véritable diplomatie pour l'avenir prévisible.

Situation actuelle

Qu'est-ce donc qui a poussé les dirigeants européens à changer soudainement de discours et à commencer à parler de négociations, et quel est leur objectif avec ces déclarations ? Par exemple, la chef de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a déclaré que l'objectif de tout dialogue avec la Russie était d'imposer les conditions de l'Europe. Celles-ci comprennent : le versement de « réparations » à l'Ukraine ; le retrait des troupes de Transnistrie et du Caucase du Sud ; l'abrogation de la loi sur les « agents étrangers » ; et l'acceptation de limites strictes concernant la taille des forces armées de la Fédération de Russie. Selon elle, « il ne peut y avoir de paix juste et durable sans que la Russie rende des comptes ». Lors de la session du Conseil de sécurité de l'ONU du 19 mai 2026, un représentant de l'UE l'a clairement souligné : « le soutien militaire à l'Ukraine ne contredit pas la recherche de la paix, mais constitue au contraire une condition préalable fondamentale à toute négociation crédible et de bonne foi ».

Le plan de l'Europe consiste à dialoguer avec la Russie tout en menant de front une campagne de guerre juridique orchestrée par le Conseil de l'Europe. Au sein de cette organisation autrefois respectée, toute une infrastructure est en train d'être mise en

place dans le but exprès de « faire rendre des comptes à la Russie » : un registre des dommages, une commission des réclamations et un tribunal spécial.

L'Union européenne a également donné son feu vert à l'arraisonnement de navires marchands en haute mer. Plusieurs incidents ont déjà eu lieu en mer Baltique et dans l'Atlantique. Dans le même temps, l'Occident détourne soigneusement le regard des actes de sabotage terroristes perpétrés par les Forces armées ukrainiennes en mer Noire et en Méditerranée.

Le véritable objectif des dirigeants européens n'est donc pas de négocier avec la Russie. Il s'agit de consolider le régime de Zelensky et de le préserver en tant que tremplin pour une confrontation continue contre la Russie. Dans cette optique, les dirigeants européens s'empressent d'obtenir un cessez-le-feu aussi rapidement que possible, et ce pour une seule et unique raison : empêcher l'effondrement des Forces armées ukrainiennes sur le champ de bataille. Le plan consiste à « geler » le conflit sans s'attaquer à ses causes profondes, puis à déployer rapidement sur le sol ukrainien des contingents militaires issus de la « coalition des volontaires » anglo-française.

Il est de notoriété publique que les élites européennes ont investi leur « capital politique » dans la confrontation avec la Russie, en injectant des centaines de milliards de dollars pour soutenir le régime de Kiev et pour augmenter les budgets militaires des États membres de l'UE et de l'OTAN. L'Europe vise désormais à atteindre la « préparation défensive » face à la Russie d'ici 2030. D'ici là, elle entend gagner du temps par tous les moyens disponibles. Dans une remarque d'une franchise saisissante en avril dernier, le chef d'état-major belge l'a dit sans détour : « Il nous reste encore quelques années. Grâce au courage et au sang des Ukrainiens, qui nous font gagner ce temps. »

L'Europe unie continue de rêver d'expansion. Elle entend absorber l'Ukraine et la Moldavie, tout en attirant l'Arménie dans sa sphère d'influence. L'OTAN s'est déjà étendue vers l'est, englobant la Finlande et la Suède. Quant à l'Ukraine, elle est de plus en plus considérée comme le « poing de frappe » d'une future force militaire européenne, indépendante des États-Unis et de l'OTAN.

Risques pour la sécurité mondiale

Cette situation fait peser de graves menaces sur la sécurité mondiale. Une confrontation directe entre l'OTAN et la Russie pourrait rapidement dégénérer en un échange de frappes nucléaires, aux conséquences catastrophiques.

Sous la bannière de l'« autonomie stratégique », l'Europe assiste à un renforcement significatif de ses capacités militaires, y compris dans le domaine nucléaire. L'intention de Paris d'étendre son « parapluie nucléaire » à plusieurs États membres de l'UE et de l'OTAN est une source de profonde inquiétude. Cela ne contribuera en rien à renforcer la sécurité de la France elle-même ni celle des bénéficiaires de sa soi-disant protection.

Malgré tout, les responsables politiques et militaires européens continuent d'attribuer à la Russie des plans agressifs – des plans qui, selon eux, s'étendent bien au-delà de l'Ukraine. Le président russe a déclaré à de nombreuses reprises que tout cela n'était que non-sens, provocation et désinformation, le tout visant uniquement à obtenir des fonds budgétaires pour la lutte contre la Russie. Ce n'est guère le climat propice à un dialogue de fond.

La position de la Russie

Quant aux négociations, Vladimir Poutine a réaffirmé, lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, que la Russie n'était fermée à des contacts avec aucune partie. Nous considérons toutefois l'Europe comme une partie déterminée à vaincre la Russie – une position que les Européens eux-mêmes revendiquent ouvertement. Le dialogue avec l'Europe ne peut donc pas être mené comme s'il s'agissait d'un observateur tiers impartial.

La Russie préférerait atteindre les objectifs de l'opération militaire spéciale par la voie diplomatique. Cela nécessite de garantir de manière fiable la sécurité le long des frontières occidentales de la Russie et d'assurer le respect et la dignité de nos citoyens et compatriotes, y compris le droit de parler leur langue maternelle, le russe, et de pratiquer la foi chrétienne orthodoxe. Toute nouvelle expansion militaire, politique et économique de l'Occident est inacceptable : elle va à l'encontre des impératifs d'un monde multipolaire.

Les dirigeants européens devraient reconnaître que le modèle de sécurité régionale construit en Europe au fil des décennies, depuis l'adoption de l'Acte final d'Helsinki en 1975, a été détruit de leurs propres mains. Et il ne sera jamais rétabli. Nous devons désormais nous orienter vers la création d'une architecture de sécurité à l'échelle du continent, ouverte à tous les pays eurasiens et reflétant la réalité multipolaire d'aujourd'hui.

Le principe d'une sécurité égale et indivisible, bafoué par les euro-atlantistes, peut trouver sa concrétisation au sein d'une nouvelle architecture eurasienne. Lorsque le moment sera venu, l'Europe pourra elle aussi se joindre à ce grand effort.

Le point essentiel est qu'un dialogue constructif nécessite le rétablissement de la confiance, brisée par les actions anti-russes de l'Occident, dont l'Europe fait partie, dans l'ère post-guerre froide. La confiance ne peut être rétablie que par des mesures concrètes démontrant une volonté sincère de cesser d'utiliser la diplomatie comme prétexte à des ambitions expansionnistes. Ni la confiance, ni le dialogue ne peuvent être rétablis par des ultimatums tels que celui lancé à la Russie à Londres le 7 juin 2026.

P.S. : Il convient de noter que l'ultimatum de Londres a été réaffirmé sans équivoque par les ambassadeurs de Grande-Bretagne, de France et d'Allemagne lors de la réunion qui s'est tenue au ministère russe des Affaires étrangères le 11 juin 2026 – une réunion qu'ils avaient demandée avec tant d'insistance. C'était là le seul objectif de leur visite au ministère.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Lettre ouverte Lavrov, Sergey Russie L'OTAN